



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 450 – 17 juin 2022

Zoom sur le [rapport Perspectives économiques mondiales](#) de la Banque mondiale, publié le 7 juin 2022

⚡ Risque de stagflation pour l'économie mondiale

Après s'être contractée de 3,3% en 2020 en raison de la pandémie à COVID-19, puis un rebond estimée à 5,7% en 2021 (un niveau sans précédent sur les 80 dernières années), la croissance mondiale est à nouveau compromise par les conséquences du conflit en Ukraine et devrait ralentir à 2,9% en 2022 (contre 4,1 % prévus en janvier dernier). La croissance mondiale ne devrait augmenter que légèrement pour atteindre 3% en 2023, car de nombreux vents contraires, notamment les prix élevés des matières premières et la poursuite du resserrement monétaire, devraient persister. De plus, ces perspectives sont soumises à divers risques à la baisse, notamment l'intensification des tensions géopolitiques, l'éventualité d'une stagflation (inflation élevée accompagnée d'une croissance atone), l'instabilité financière, la persistance des perturbations commerciales et l'aggravation de l'insécurité alimentaire.

⚡ Un ralentissement également en Afrique Subsaharienne, avec une croissance à 3,7% en 2022

Après un rebond à 4,2% en 2021, la croissance en Afrique Subsaharienne devrait également ralentir pour s'établir à 3,7% en 2022, puis 3,8% en 2023. Bien que la hausse des cours des matières premières soit de nature à soutenir la reprise dans les industries extractives, la progression de l'inflation dans de nombreux pays tendra à éroder les revenus et accentuer la pauvreté. En outre, l'Afrique subsaharienne devrait rester la seule région où, en moyenne, le revenu par habitant ne retrouvera pas son niveau de 2019, même en 2023. Aussi, la **marge de manœuvre budgétaire se rétrécit à mesure que les gouvernements augmentent leurs subventions en soutien à la hausse du coût de la vie.**

Les risques pesant sur les perspectives de la région sont essentiellement orientés à la baisse. En plus de l'insécurité, une perturbation prolongée du commerce mondial des céréales et des engrais dégraderait considérablement l'accessibilité financière et la disponibilité des aliments de base dans la région. Enfin, dans certains pays, la cherté de la vie, couplé au surendettement et à l'incertitude politique, pourraient accroître le risque de troubles sociaux et de violence, compromettant encore la reprise.

⚡ Le Bénin, économie la plus dynamique d'Afrique de l'ouest en 2021 et en 2022

Contrairement à 2021, les projections de croissance pour 2022 ont été abaissées dans la plupart des **pays d'Afrique de l'ouest (hors Nigéria-Ghana)**. En effet, seuls 4 pays enregistrent une révision à la

LE CHIFFRE À RETENIR

3,7%

La projection de croissance de
l'Afrique subsaharienne en 2022,
selon la Banque mondiale

la baisse de leur croissance en 2021 par rapport au mois de janvier dernier ; la plus forte émanant du Niger, avec -4,1 points de pourcentage (p.p.). En outre, le Bénin qui enregistre la révision à la hausse la 3^e plus importante en 2021, se révèle ainsi comme l'économie la plus dynamique de la sous-région cette année-là (+1,2 p.p. à 7,2%).

Pour l'année 2022, deux pays voient leurs projections de croissance s'améliorer (Mauritanie : +0,4 p.p. et Cap-Vert : +0,3 p.p.) ; alors que celles des autres pays sont revues à la baisse, dont les plus notables sont la Sierra Leone (-2,1 p.p.), le Mali (-1,9 p.p.) et la Guinée (-1,8 p.p.). Le Bénin demeurerait l'économie la plus dynamique de la sous-région (avec une croissance de 5,9%) et la 3^e en Afrique subsaharienne après le Rwanda (6,8%) et la République Démocratique du Congo (6%) et à égalité avec l'Île Maurice.

Pays	Croissance du PIB réel en 2020 (en %)	Croissance du PIB réel en 2021		Croissance du PIB réel en 2022		Croissance du PIB réel en 2023 (en %)
		Proj. Juin 2022 (en %)	Ecart / proj. Jan. 2022 (en p.p.)	Proj. Juin 2022 (en %)	Ecart / proj. jan. 2022 (en p.p.)	
Benin	3,8	7,2	+1,2	5,9	-0,6	6,1
Burkina Faso	1,9	7,0	+0,3	4,8	-0,8	5,4
Cap vert	-14,8	7,1	+3,1	5,5	0,3	6,1
Cote d'Ivoire	2,0	7,0	+0,8	5,7	-0,8	6,8
Gambie	-0,2	5,6	+1,6	5,6	-0,4	6,2
Guinée	4,6	3,1	-2,1	4,3	-1,8	5,9
Guinée-Bissau	1,5	3,8	+0,5	3,5	-0,5	4,5
Liberia	-3,0	4,0	+0,4	4,4	-0,3	4,8
Mali	-1,2	3,1	-0,9	3,3	-1,9	5,3
Mauritanie	-0,9	2,4	-0,3	4,5	0,4	5,3
Niger	3,6	1,4	-4,1	5,2	-1,0	7,1
Sénégal	1,3	6,1	1,4	4,4	-1,1	8,5
Sierra Leone	-2,0	3,1	-1,1	3,9	-2,1	4,4
Togo	1,8	5,1	0	5,0	-0,6	5,8
Afrique subsaharienne	-2,0	4,2	+0,7	3,7	+0,1	3,8
Monde	-3,3	5,7	+0,2	2,9	-1,2	3,0

Source : Banque Mondiale, GEP janvier et juin 2022

Régional

23% de la population de l'UEMOA serait en situation de fragilité alimentaire

Le 11 juin 2022, s'est tenue la 11^{ème} réunion du Comité sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Ainsi, le Comité a noté le recul de la production céréalière dans l'UEMOA de 13% en glissement annuel (g.a.) lors de la campagne 2021-2022, avec notamment une baisse extrême de 37% au Niger. En outre, 27 M personnes (23% de la population de l'UEMOA) seraient en situation de fragilité alimentaire tandis que 12,5 M personnes seraient déjà en situation de crise alimentaire (contre 8 M l'année précédente). Face à cette situation, les Etats ont élaborés des Plans nationaux de réponses, dont les budgets cumulés s'élèvent à 578,3 Mds FCFA (881,5 M EUR), soit 53,2% des besoins. Concernant la préparation de la

campagne 2022-2023, le Comité note que le niveau de couverture des besoins en engrais est à ce stade de 42,5%.

3 financements de la BOAD en faveur du Bénin et du Togo pour près de 110 M EUR

Le 14 juin 2022, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a approuvé 3 financements de projets pour un montant total de 73 Mds FCFA (111,3 M EUR). Dans le détail, ils concernent : (i) l'aménagement et bitumage de l'axe Aleheride – Kpaza – Tchamberi au Togo pour 28 Mds FCFA (42,7 M EUR) ; (ii) la construction d'une centrale solaire photovoltaïque d'une capacité de 42 MWc à Awandjé au Togo pour 25 Mds FCFA (38,1 M EUR) ; (iii) l'implantation et l'exploitation d'un complexe brassicole et d'une ligne de fabrication de canettes par la société Coca-Cola Donga Bottling dans la zone industrielle de Sèmè Podji au Bénin pour 20 Mds FCFA (30,5 M EUR).

Lancement du Programme régional de résilience des systèmes alimentaires

Le 15 juin 2022, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et le Conseil ouest et centre africain pour la recherche agricole (CORAF) [ont lancé](#) conjointement le Programme ouest-africain de résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP). La 1^{ère} phase du programme (2022-2026), qui bénéficie de l'appui de la Banque mondiale (BM) et d'autres partenaires au développement à hauteur de 400 M USD, sera mise en œuvre par les 3 organisations et le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Togo et visera à : (i) accroître la productivité agricole ; (ii) promouvoir les chaînes de valeur et le commerce intrarégionaux ; (iii) renforcer les capacités régionales de gestion des risques agricoles. Une 2^{nde} phase incluant le Tchad, le Ghana et la Sierra Leone, avec un budget de 315 M USD, serait approuvée par la BM en juillet 2022.

Bénin

Les produits du coton représentent plus des ¾ des exportations au T1 2022

Selon l'Institut national de la Statistique et de la Démographie (INStAD), les exportations du Bénin au 1^{er} trimestre 2022 [se sont élevées](#) à 175,6 Mds FCFA (267,7 M EUR), soit une progression de 24,1% en glissement annuel (g.a.), tandis que les importations se sont élevées à 462,9 Mds FCFA (705,7 M EUR) à la même période de l'année, soit une progression de 8,1% en g.a. Les principaux produits exportés ont été les produits du coton (76,2% du total des ventes) tandis que les principaux produits importés ont été le riz (19,7% du total des achats), les huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux (9,4%) et les engrais (6,2%). Enfin, les principaux clients ont été le Bangladesh (40,6% du total des ventes), la Chine (8,4%) et l'Égypte (7,6%) tandis que les principaux fournisseurs ont été l'Inde (15,4% du total des achats), la Chine (12,3%) et la France (11%).

Burkina Faso

Une croissance supérieure à 5% en 2023-2024 selon la Banque Mondiale

Selon le [Rapport sur la situation de l'économie au Burkina Faso](#) de la Banque mondiale, après 7% en 2021, la croissance devrait s'établir à +4,2% en 2022, principalement en raison du coup d'Etat. Le pays a connu un pic décennal d'inflation en 2021, avec un taux moyen de 3,9%, les prix des denrées alimentaires ayant augmenté de 14,7%. Le rapport fait également état de nombreux risques : contexte sécuritaire, crise alimentaire, impact de la crise en Ukraine et de l'augmentation des prix mondiaux. Pour autant, en supposant que ces risques soient atténués, la croissance pourrait s'établir à 5,3% sur la période 2023-2024. Selon la Banque mondiale, les services numériques pourraient être une opportunité pour accroître la résilience économique du pays.

Inflation à +15,3% en g.a. en mai 2022

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 15,3% en glissement annuel (g.a.) en mai 2022, contre +15,1% le mois précédent. La hausse des prix a été tirée principalement par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+25,2% en g.a.) et des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (+19,5% en g.a.).

Cap-Vert

Le FMI approuve un accord de Facilité élargie de crédit de 60 M USD

Le 15 juin 2022, le Fonds monétaire international (FMI) [a approuvé](#) un accord de 36 mois au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant équivalent à 45,03 M DTS (190 % de la quote-part, 60 M USD), avec un décaissement immédiat de 11,3 M DTS (15 M USD). Cet accord contribuera à renforcer les réserves internationales, à préserver la viabilité de la dette, à accroître la résilience aux

chocs, y compris ceux liés au changement climatique, et à rendre la croissance plus inclusive. Selon le FMI, les conséquences de la guerre en Ukraine fragiliseront la reprise économique et les prévisions de croissance ont été révisées à la baisse de 6% à 4% en 2022.

Inflation à +7,8% en g.a. en mai 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INE), le **taux d'inflation s'est établi** à 7,8% en glissement annuel (g.a.) en mai 2022 contre +7,6% le mois précédent. La hausse des prix a été tirée principalement par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+15,2% en g.a.), des transports (+12,8% en g.a.), des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiant (+10,8% en g.a.) et de la santé (+8,9%). Toutefois, cette hausse a été légèrement atténuée par la baisse des prix de l'enseignement (-0,2% en g.a.).

80 M EUR de besoins de financement pour faire face à la situation d'urgence

Selon une **déclaration** du ministre des finances, le Cap-Vert a besoin de 80 M EUR pour faire face à la situation d'urgence, résultat de la crise alimentaire, énergétique et de la guerre en Ukraine. Près de 40 M EUR auraient déjà été **promis par les partenaires du Groupe d'Appui Budgétaire (GAO)**, composé de la Banque Africaine de développement, la Banque mondiale, du Luxembourg, du Portugal, l'Espagne et de l'Union européenne (UE). L'Ambassadrice de l'UE, s'exprimant au nom des membres du Groupe, a déclaré que le GAO s'engageait à chercher des réponses à court et à moyen termes pour appuyer le Cap-Vert, mais a également indiqué la nécessité de mobiliser le secteur privé pour cet effort.

Côte d'Ivoire

30 M EUR de garanties de Proparco pour faciliter l'accès au crédit

Dans **un communiqué** publié le 13 juin 2022, Proparco, filiale de l'Agence française de

développement (AFD), a annoncé l'octroi de 6 garanties de portefeuille aux filiales en Côte d'Ivoire de la Société Générale, d'Ecobank et d'Advans pour un montant total de 30,7 M EUR. Ces garanties visent notamment à renforcer leur activité de prêts aux très petites, petites et moyennes entreprises (TPME), permettant jusqu'à 80% de couverture du risque pour celles fragilisées par la pandémie à COVID-19 en particulier.

Près de 24 Mds EUR d'investissements publics mobilisés pour le financement du PND 2021-2025

Le Plan national de développement (PND) de la Côte d'Ivoire sur la période 2021-2025 prévoit des investissements d'un montant global de 59 000 Mds FCFA (90 Mds EUR), dont 74% devraient provenir du secteur privé et le reste du secteur public. Le besoin de financement destiné à l'investissement public, à mobiliser auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux de développement, est de 9 335,6 Mds FCFA (14,2 Mds EUR). Ainsi, au terme Groupe consultatif pour le financement du Plan national de développement (GC PND) 2021-2025 tenu le 15 juin 2022, le Chef du gouvernement **a annoncé** la mobilisation de 15 707 Mds FCFA (23,9 Mds EUR) auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux de développement, soit un taux de mobilisation de 168,2%.

Auchan inaugure son premier supermarché en Côte d'Ivoire

Dans **un communiqué** publié le 14 juin 2022, le groupe Auchan a annoncé l'inauguration de son premier supermarché dans le quartier de la Riviera-Attoban à Abidjan. D'une superficie de 900 m², celui-ci propose une offre variée, essentiellement alimentaire, composée de produits issus de l'agriculture locale et de produits de l'enseigne. A noter que le groupe prévoit l'ouverture de 4 autres magasins de proximité d'ici la fin du mois dans 3 autres communes d'Abidjan (Cocody, Abobo et Yopougon). La Côte d'Ivoire devient ainsi le 13^{ème}

pays d'implantation d'Auchan dans le monde et le 2^{ème} sur le continent africain, après le Sénégal

🍷 Gambie

68 M USD de la Banque mondiale en faveur du secteur du tourisme

Le 9 juin 2022, le Conseil d'administration de la Banque mondiale [a approuvé](#) une subvention de 68 M USD pour soutenir la diversification et la résilience climatique du secteur du tourisme en Gambie. Ce financement vise notamment à : (i) renforcer le cadre institutionnel et politique du secteur ; (ii) améliorer les capacités et l'accès aux financements des micros, petites et moyennes entreprises liées au secteur touristique ; (iii) accroître l'attractivité de certaines destinations sous-développées ; (iv) renforcer la durabilité des zones côtières ; (v) renforcer et mettre à niveau les infrastructures pour la diversification et la résilience du secteur.

Décaissement de 6,7 M USD du FMI au titre de la 4^{ème} revue du programme FEC

Le 10 juin 2022, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) [a achevé](#) la quatrième revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) pour la Gambie permettant un décaissement de 6,7 M USD. Selon le FMI, le taux de croissance devrait s'établir à 5,6% en 2022 (contre 4,3% en 2021), soutenue par des envois de fonds importants, une forte expansion du secteur de la construction et de **grands projets d'investissement public**. Toutefois, des facteurs de risque demeurent parmi lesquels les perturbations sur **l'approvisionnement liées** à la guerre en Ukraine, ainsi que les pressions sur les prix qui en découlent. Le conflit fragilise ainsi la croissance, mais aussi la viabilité des finances publiques et de la dette, en raison des dépenses supplémentaires et des pertes de recettes pour soutenir les ménages.

Le gouvernement accroît la subvention sur le prix des engrais

À la suite des inquiétudes provoquées par l'annonce de la hausse du prix de l'engrais à 2 500 GMD (43,6 EUR) le sac, le gouvernement [a décidé d'augmenter les subventions](#) sur le prix de l'engrais pour le plafonner à 2 000 GMD (34,9 EUR) par sac afin de soutenir les agriculteurs gambiens. Le gouvernement a par ailleurs annoncé que la National Food Security Processing & Marketing Corporation a acheté suffisamment d'engrais pour cette saison d'été et dispose de 14k t d'engrais au total.

🍷 Guinée Bissau

13 M EUR de l'UE pour la santé et la coopération

Le 13 juin 2022, le ministère des Finances et l'Union Européenne (UE) [ont signé](#) un accord de financement de 13 M EUR, dont 10 M EUR destinés à la santé reproductive pour réduire le problème de mortalité maternelle et infantile en Guinée-Bissau et 3 M EUR pour le mécanisme de coopération destiné à renforcer le partenariat entre la Guinée-Bissau et l'UE. Cette signature intervient dans le cadre du financement du Plan d'action annuel 2021 de l'UE pour la Guinée-Bissau.

🍷 Libéria

860 K USD du PNUD pour développer les agro-industries et l'entrepreneuriat

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et iCampus Liberia [ont lancé](#) la 2^{ème} édition du concours de subventions "Growth Accelerator", du programme "Livelihoods and Employment Creation". Il vise à identifier et à fournir des subventions et des formations à 7 entreprises prometteuses, ainsi qu'à 5 sociétés coopératives agricoles, afin de stimuler la croissance et le développement de l'agro-industrie. Chaque entreprise retenue

recevra jusqu'à 40k USD, soit un investissement global du PNUD à hauteur de 860k USD.

🍷 Mauritanie

Un projet de loi visant à organiser la filière aurifère

Le conseil des ministres [a approuvé](#) le 15 juin 2022 le projet de loi organisant l'activité minière artisanale et semi-industrielle liée à l'or. Entre autres, celui-ci définit un statut juridique et institutionnel adéquat à MAADEN Mauritanie, société créée en 2020 afin d'encadrer ces activités. Cette loi intervient dans un contexte de forte croissance des activités d'orpaillage artisanal, après la découverte d'importants gisements aurifères depuis 2016.

Signature d'un protocole d'accord entre le ministère du Pétrole, des Mines et de l'Énergie et l'IFPEN

Le ministère du Pétrole, des Mines et de l'Énergie, et l'institut français du pétrole et des énergies renouvelables (IFPEN), [ont signé](#) le 15 juin 2022 une convention de coopération dans le domaine des hydrocarbures, de l'hydrogène et du contenu local. Cette convention rentre dans le cadre de la stratégie mauritanienne de transition énergétique et l'élaboration d'une feuille de route pour la transformation de l'hydrogène et la promotion du contenu local. L'accord prévoit notamment la création d'un centre de données pétrolières et d'un centre de prévisions et d'études prospectives, le renforcement des capacités dans les domaines contractuels et organisationnels, la réalisation d'études sur le transport et le stockage de l'hydrogène, ainsi que l'amélioration du contenu local des projets.

🍷 Niger

Adoption du PDES 2022-2026

Le Conseil des ministres du 10 juin 2022 [a adopté](#) le Plan de Développement Economique et Social

(PDES) 2022-2026, 2^{ème} déclinaison quinquennale de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive Niger 2035. Il s'articule autour de 3 axes stratégiques : (i) le développement du capital humain, l'inclusion et la solidarité ; (ii) la consolidation de la gouvernance, de la paix et de la solidarité ; (iii) la transformation structurelle de l'économie.

Faible taux d'exécution du budget au 1^{er} trimestre 2022

Selon le rapport (provisoire) sur l'exécution du budget de l'Etat au 1^{er} trimestre 2022, les ressources ont atteint 459,5 Mds FCFA (700,5 M EUR) sur la période sous revue, soit une diminution de 1,42% en glissement annuel (g.a) et un taux de réalisation de seulement 15,8% par rapport à la prévision annuelle. Ils ont été principalement portés par les recettes fiscales qui se situent à 292,5 Mds FCFA (445,9 M EUR) à fin mars 2021, soit 63,5% des ressources. Le total général des dépenses s'élève à 359 Mds FCFA (547,3 M EUR) à fin mars 2022, en diminution de 7,8% en g.a pour un taux de réalisation de 12,3% par rapport à la prévision annuelle. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 109,2 Mds FCFA (166,5 M EUR), soit 30,4% des dépenses totales avec un faible taux d'exécution par rapport aux prévisions, soit 6,8%, et en baisse de 35% en g.a.

🍷 Sénégal

Eiffage réalisera l'usine de dessalement des Mamelles à Dakar pour 146 M EUR

Le groupe français Eiffage et ses partenaires indien (VA Tech Wabag) et japonais (Toyota Tsusho) [ont remporté](#) le marché de la réalisation de l'usine de dessalement d'eau de mer des Mamelles à Dakar, auprès de la SONES (Société nationale des Eaux du Sénégal), pour un montant de 146 M EUR. Le contrat, octroyé à Eiffage à travers ses filiales Génie Civil et Eiffage Sénégal, comprend la conception, la construction et l'exploitation pendant 30 mois de l'usine. Financé par la coopération japonaise, le projet s'inscrit dans le cadre du Plan Sénégal Emergent et permettra de sécuriser l'approvisionnement

en eau de Dakar. D'une capacité de 50 000 m³/jour à son inauguration prévue pour 2025, puis 100 000 m³/jour, l'usine sera la plus importante en Afrique de l'Ouest et couvrira les besoins de 1 M d'habitants.

Lancement de la plateforme E-Phyto

Le 12 juin 2022, le ministre de l'Agriculture et de l'équipement rural (MAER) a procédé au lancement de la plateforme digitale des procédures phytosanitaires, dénommé "E.phyto", qui permettra de réduire les coûts et délais liés au processus d'importation et d'exportation de produits agricoles ainsi que l'autonomisation des permis d'importation de produits agro-industriels. Cet outil vise également à limiter les fraudes et devrait in fine améliorer la compétitivité à l'export des produits végétaux sénégalais.

30 M EUR de la BADEA pour le financement de produits pétroliers

Le 9 juin 2022, la Banque nationale de développement économique (BNDE) du Sénégal et la Banque arabe pour le développement en Afrique (BADEA) ont signé une convention de financement de 30 M EUR sur une maturité d'un an renouvelable, en appui à l'approvisionnement en fuel et en pétrole brut du pays. Ce partenariat, visant à soutenir les activités de négoce de produits pétroliers en provenance des pays arabes et africains, devrait permettre à la BNDE d'octroyer des lignes de crédits aux entreprises sénégalaises opérant dans le secteur avec des modalités assez flexibles.

Sierra Leone

Visite d'une délégation de la MCC pour l'élaboration d'un nouveau programme

Dans un communiqué publié le 13 juin 2022, l'ambassade des Etats-Unis en Sierra Leone a annoncé la visite pour 3 jours d'une délégation de la Millenium Challenge Corporation (MCC) en vue de l'élaboration d'un nouveau programme compact. Ce dernier pourrait porter sur l'amélioration de l'accès à une électricité fiable et à un tarif abordable pour les ménages. Pour rappel que selon la Banque mondiale, le taux d'accès à l'électricité était de 26,2% en 2020.

Togo

Inflation à +8% en g.a. en mai 2022

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), le taux d'inflation s'est établi à 8% en glissement annuel (g.a.) en mai 2022 contre +7,5% le mois précédent. La hausse des prix a été tirée principalement par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+13,7% en g.a.), en lien avec l'augmentation des pains et céréales (+20% en g.a.), des huiles et graisses (+27,6% en g.a.) et des tubercules et plantains (+19,3% en g.a.). A noter également, la hausse des prix des transports (+12,7% en g.a.). Toutefois, cette hausse a été légèrement atténuée par la baisse des prix de l'enseignement (-2,9% en g.a.) et de la communication (-0,1% en g.a.).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr